



Loi Blanquer : « La confiance en l'école ne se décrète pas, elle se gagne »

La confiance passe par une réaffirmation de l'autorité intellectuelle des enseignants et une opposition à l'esprit de compétition qui règne dans les établissements, estime dans une tribune au « Monde » l'enseignante de lettres et auteure Sophie Audoubert. Tribune. A la fin du roman *La Vie mode d'emploi* de Georges Perec, l'excentrique Bartlebooth est retrouvé mort dans son appartement, face au dernier des puzzles qu'il a passé sa vie à résoudre. Une ultime pièce, en forme de X, manque à l'achèvement de l'œuvre, comme un trou noir au cœur d'une existence passée à revendiquer la gratuité de l'action et la beauté du geste. Dans la main de Bartlebooth, une pièce en forme de W semble clamer ironiquement l'illusion intrinsèque à la condition humaine.

Cette inadéquation fondamentale entre une pièce et le puzzle qu'elle est censée compléter symbolise le décalage persistant ressenti par nombre d'enseignants dans l'exercice de leur métier, entre l'idéal qu'ils assignent à leur mission et le puzzle dans lequel on leur demande de s'inscrire et qui semble contredire douloureusement cet idéal.

Ce n'est sans doute pas un hasard si Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, répète comme un mantra que la confiance est au cœur de son projet pour l'école. Il la décline en trois strates : confiance dans les enseignants, confiance de ces derniers et des familles dans l'institution, et confiance de la société dans son école.

Si la confiance est indispensable à toute construction collective, elle ne se décrète pas. Elle a aussi la particularité de se gagner difficilement et de se perdre facilement. Enfin, elle se manifeste par des actes et non des paroles. Aussi, répéter sans cesse que l'on fait confiance finit paradoxalement par engendrer la méfiance.

Avant la confiance, les mots magiques qu'on nous répétait à l'envi étaient « respect » et « autorité ». Il fallait redonner aux enseignants de l'autorité et leur permettre d'être respectés. Or, au risque de surprendre, posons que les enseignants n'ont jamais perdu leur autorité. Elle s'exerce aujourd'hui autrement et, sans doute, plus démocratiquement, ce qui n'est pas plus mal. Ils ont perdu leur statut social, eux qui faisaient partie autrefois des notables, c'est une évidence que la désaffection pour le métier suffit à prouver.

Autorité intellectuelle

L'autorité des enseignants, et la confiance que les élèves leur accordent, corollaire indissociable, ne repose pas, et ne devrait jamais reposer sur un décret autocratique de supérieur à inférieur. Elle est avant tout autorité intellectuelle. Les élèves respectent et font confiance à leurs enseignants parce qu'ils leur transmettent un savoir et que, ce faisant, ils ont à cœur leur intérêt le plus fondamental, celui de les aider à se construire comme individus épanouis et comme membres à part entière de la société.

L'acte de professer est en lui-même acte de confiance : « En t'enseignant, je te prouve que je te considère capable intellectuellement de t'approprier le savoir qui fonde notre humanité commune et digne de t'élever à la citoyenneté partagée. »

Enfin, le savoir que l'enseignant cherche à transmettre est aussi un « savoir-penser » et se veut en ce sens libérateur.

Cette source primordiale de la confiance, qui se construit dans l'intimité de la salle de cours à travers les savoirs qui y circulent et s'y échangent, s'érode de plus en plus, et les causes de cette érosion échappent aux enseignants. Certaines sont probablement dues aux évolutions d'une société de plus en plus fascinée par des technologies qui lui donnent l'illusion d'un savoir à l'accès facile et universel, sans intermédiaire.

Si Internet est une source merveilleuse d'informations, il n'apprend pas à penser, il ne peut

transmettre le « savoir-penser » indispensable à toute construction intellectuelle véritablement libre et créatrice. Cette transmission ne peut se faire sans relation humaine, d'esprit à esprit. Les Grecs, qui ont créé l'académie et le lycée, le savaient bien. Il revient alors à l'enseignant de réimposer la nécessité de son rôle à cet égard et à la société de le soutenir dans cette reconnaissance.

Le système scolaire français souffre de l'esprit de compétition qui le mine de l'intérieur

Plus profondément, le système – le puzzle – dans lequel cette mission de libération par le savoir s'inscrit ne la favorise en réalité pas, et c'est en ce point précis que se joue la question essentielle de la confiance à l'école, dans l'école. Le système scolaire français souffre d'une maladie dont il ne sait guérir : l'esprit de compétition qui le mine de l'intérieur. Ainsi notre école semble oublier que les élèves sont là pour apprendre, et qu'il est donc normal qu'ils échouent. Elle a une tendance naturelle à valoriser ceux qui savent déjà, plutôt que ceux qui, partis de l'échec, ont progressé jusqu'à la réussite, ce qui, pourtant, manifeste davantage de mérite.

Autrement dit, l'école française est adaptée aux élèves qui ont le moins besoin d'elle. Il en résulte inévitablement que, malgré tous les efforts des enseignants, elle a bien du mal à instaurer la confiance chez tous les autres, la majorité en fait, ceux qui ont réellement besoin d'elle. C'est aussi la raison de ce scandale persistant qui fait de l'école française celle des pays de l'OCDE où la corrélation entre le niveau social des parents et les performances scolaires des élèves est la plus forte.

Enfin, les enseignants eux-mêmes, qui sont les complices le plus souvent involontaires d'une sélection en vérité assez peu fondée sur le mérite, souffrent de ne savoir comment enrayer cette logique qui les dépasse et sur laquelle ils n'ont pas de réels leviers d'action. On comprendra alors la défiance, et souvent le rejet, que l'on voit se répandre aujourd'hui dans les établissements, contre les réformes Blanquer qui, selon les enseignants, auxquels on accordera bien quelque expérience sur ce sujet, aggravent encore un peu plus le mal de l'école française.

Les élèves et leurs familles ont bien compris la logique qui sous-tend l'école qu'on nous prépare. L'anxiété sur les notes prend des proportions inégales et finira par rendre impossible notre mission de transmission, laquelle exige la sérénité de l'esprit et le désir d'apprendre, la curiosité intellectuelle, au-delà du résultat chiffré immédiat.

L'acte d'apprendre, pour l'élève comme pour l'enseignant, suppose aussi une certaine gratuité du geste et ne peut se réduire à l'utilitaire. L'école est de moins en moins un lieu où l'on apprend à penser, et de plus en plus celui d'une compétition féroce, entre élèves, entre établissements, bientôt entre enseignants avec la réduction massive des heures – et des postes. Si le voisin est avant tout un rival, comment croire que la confiance est possible ? Et comment croire, surtout, que l'école pourra continuer de jouer le rôle, indispensable, de catalyseur social, de permettre à chacun, dès le plus jeune âge, de prendre conscience qu'il appartient à un collectif qui le dépasse et le grandit ?

Comme Bartlebooth dans l'ouvrage de Georges Perec, l'enseignant qui croit encore en une école juste et libératrice tient entre ses doigts une pièce de puzzle qui ne trouve plus sa place dans le tableau d'ensemble qu'on lui présente. Cette inadéquation irréductible le laisse bien désemparé.

Ce texte est paru dans Le Monde de l'éducation. Si vous êtes abonné au

Monde, vous pouvez vous inscrire à cette nouvelle newsletter hebdomadaire en suivant ce lien.

Sophie Audoubert (Enseignante de lettres en lycée et auteure)